



Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 09 novembre 2017

Ordre du jour :

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 17 octobre 2017
2. Avis quant à la recevabilité de demandes de pétition publique
3. Suivi des pétitions en cours d'instruction
4. Divers

*

Présents : M. Marc Angel, M. Eugène Berger remplaçant M. Gusty Graas, M. Alex Bodry remplaçant Mme Cécile Hemmen, M. Lex Delles, M. Max Hahn, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Roger Negri, M. Marco Schank, M. Roberto Traversini

Mme Vera Haas-Gelejinsky, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Nancy Arendt, M. Gusty Graas, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Marcel Oberweis, M. David Wagner

*

Présidence : M. Marco Schank, Président de la Commission

*

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 17 octobre 2017

Le projet de procès-verbal sous rubrique est adopté par la Commission.

2. Avis quant à la recevabilité de demandes de pétition publique

Demande de pétition publique 876 - Carte Sim prioritaire pour les services d'urgence

M. le Président informe les membres de la Commission que les services de secours disposent de moyens de communication indépendants du réseau téléphonique

commun. Néanmoins, la Commission estime que rien ne s'oppose à la recevabilité de la présente demande.

*

Demande de pétition publique 878 - Demande de prise en compte en temps de travail des cotisations volontaires payées à la caisse de pension, pour la comptabilisation de l'âge d'entrée en retraite / pension

Demande de pétition publique 879 - Digitalisation des ordonnances médicales afin d'en garantir une meilleure lisibilité pour les médecins traitants, les pharmaciens, les fournisseurs de soins et les patients

Demande de pétition publique 882 - Facilités routières défaillantes pour les frontaliers (belges et luxembourgeois) se rendant au Luxembourg

Demande de pétition publique 886 - D'Summerzäit ofschafen

Demande de pétition publique 890 - Obligation pour les moyennes et grandes surfaces d'offrir à la vente des produits alimentaires de base dans des récipients consignés

Demande de pétition publique 895 - Ouverture de la section précoce et maternelle à l'International School Lycée Michel Lucius

Demande de pétition publique 860 - Prise en charge des frais d'agence par le propriétaire

Demande de pétition publique 868 - Leitplanken installieren

La Commission émet un avis favorable au sujet des demandes de pétition publique 878, 879, 882, 886, 890, 895, 860 et 868.

*

Demande de pétition publique 877 - Egalité de droits pour les élèves des Ecoles Européennes du Luxembourg.

Le pétitionnaire est invité soit à fournir des références électroniques lisibles, soit à les supprimer carrément.

Demande de pétition publique 880 - Légalisation du cannabis médical

En date du 27 octobre 2017, le Conseil de Gouvernement a donné son accord de principe quant à l'accès au cannabis à des fins médicales à l'échelle nationale. Le communiqué de presse du Gouvernement, publié le 7 novembre 2017, est transmis au pétitionnaire qui est invité à se prononcer, dans le délai d'un mois, sur le fait de savoir si l'objet de sa demande est couvert par la décision gouvernementale.

Demande de pétition publique 881 – Propriétaires

En présence de la pétition publique 860 - Prise en charge des frais d'agence par le propriétaire, déposée le 24 septembre 2017, la Commission des Pétitions invoque l'article 155bis (3) du Règlement de la Chambre selon lequel une pétition publique

introduite sur le site Internet de la Chambre ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction.

Dès lors, la Commission recommande au pétitionnaire de soutenir la pétition publique 860 qui sera ouverte à signature du 16 novembre au 28 décembre 2017.

Partant, la Commission rend un avis négatif au sujet de la recevabilité de la demande de pétition publique 881.

Demande de pétition publique 883 - Nationalité sur nos cartes d'identité

La Commission émet un avis négatif au sujet de la demande de pétition publique 883 au motif qu'aucune administration ne peut se soustraire aux règles de grammaire française.

Demande de pétition publique 884 - Einführung einer Freizeitlärm - Richtlinie in Luxemburg Damit gemeint sind nicht die Sportanlagen, Gaststätte oder Kinderspielplätze, sondern Live –Musik Darbietungen, Rockmusikdarbietungen, Freilichtbühnen und Ähnliches

L'examen de la présente demande est reporté à la prochaine réunion de la Commission.

Demande de pétition publique 885 - Prise en charge du traitement ostéopathe par la CNS

Les avantages de l'ostéopathie que fait valoir la pétitionnaire par rapport à la kinésithérapie sont injustifiés. La pétitionnaire est invitée à reformuler son texte dans le délai d'un mois.

Demande de pétition publique 887 - Le réaménagement du Stade Josy Barthel en piscine à ciel ouvert

La Commission émet un avis négatif au sujet de la demande 887 au motif que son objet relève du domaine de compétence de la Ville de Luxembourg aux autorités de laquelle le pétitionnaire est invité à communiquer directement ses doléances.

Demande de pétition publique 888 - La possibilité pour les étudiants ayant le statut de réfugié au Luxembourg d'étudier à l'étranger.

L'examen de la présente demande est reporté à la prochaine réunion.

Demande de pétition publique 889 - Un plus grand rayon de multimédia et jeux vidéo chez Auchan Opkorn à Differdange

Vu que la présente pétition ne remplit pas la condition de l'intérêt général, la Commission émet un avis négatif au sujet de la recevabilité.

Demande de pétition publique 891 - Clauses interdisant les animaux de compagnie dans les baux résidentiels

Dans sa motivation, le pétitionnaire cite la réglementation de la Ville de Montréal et les lois en France et au Portugal, sans en donner les références exactes.

Dès lors, la Commission prie le pétitionnaire de reformuler son texte, dans le délai d'un

mois, en supprimant ces références ou en les complétant.

*

Demande de pétition publique 892 - Instaurer une démocratie participative au Luxembourg

Demande de pétition publique 893 - Faire participer les citoyens à la répartition des budgets des différents ministères

La Commission demande à l'auteur des deux pétitions de compléter les intitulés en précisant que c'est une modification de la Constitution qui est visée par ses textes.

*

Demande de pétition publique 894 - Abolir les frais d'inscription pour devenir donneur de moelle osseuse

M. le Président explique que la promotion du don de moelle osseuse se fait à titre bénévole et que le principe de frais d'établissement de dossier n'est pas généralisé parmi les acteurs concernés.

Partant, la Commission émet un avis négatif au sujet de la recevabilité de la pétition 894.

Demande de pétition publique 866 – Sécurité routière

Devant un texte de motivation incomplet, la Commission émet un avis négatif au sujet de la recevabilité de la pétition 866.

Toutefois, elle recommande au pétitionnaire de soutenir la pétition publique 868 – Leitplanken installieren, qui traite également de la sécurité routière et qui sera ouverte à signature du 16 novembre au 28 décembre 2017.

La Commission constate que les auteurs des pétitions reprises ci-après n'ont pas réservé de suite à la demande de la Commission de reformuler leurs textes. Partant, la Commission émet un avis négatif au sujet de la recevabilité.

Demande de pétition publique 864 - Sécurité sur nos routes nationales

Demande de pétition publique 863 - Permis de conduire provisoire/probatoire pour jeunes conducteurs

Demande de pétition publique 854 - Il s'agit d'une pétition pour la mise en loi d'une obligation de paiement de pourboire à partir d'un pourcentage prédéfini, dans des domaines du travail spécifiques comme par exemple la restauration ou la livraison.

Demande de pétition publique 849 - Polizeibüro rund um die Uhr in der Gemeinde Petingen

Demande de pétition publique 848 - Limiter, signaler et indexer les rues/routes empruntables par les participants de la circulation ne disposant pas d'un moteur capable de dépasser une vitesse de 50 km/h. Nous ne sommes pas tous égaux dans la circulation et il faut reconnaître ce fait par une législation adaptée!

Demande de pétition publique 846 - Roude Léiw, huel se

Demande de pétition publique 840 - 180 km/h sur les autoroutes à partir de 22:00h le soir jusqu'à 6:00h le matin

Demande de pétition publique 839 - Amende de stationnement sur emplacement de livraison plus sévèrement puni

Demande de pétition publique 838 - Gesetzesänderung bei Vergewaltigung an Minderjährigen.

3. **Suivi des pétitions en cours d'instruction**

Validation des signatures

La Commission valide le nombre de signatures apposées aux pétitions reprises ci-dessous. Aucune de ces pétitions n'ayant atteint le seuil de 4.500 signatures, elles ne pourront faire l'objet d'un débat public. Les pétitionnaires sont invités à faire part, dans le délai d'un mois, s'ils souhaitent poursuivre l'instruction de leurs pétitions reclassées en pétitions ordinaires.

Pétition publique 837 - Remplacer la limite actuelle de vitesse (90km/h) par une limite de vitesse à 110km/h dans les tunnels sur autoroute

Signatures	1032
Doublons	25

Pétition publique 841 - Keen Tarif de nuit (d'urgence) an der Apdikt fir Kanner

Signatures	211
Doublons	3

Pétition publique 842 - Aféiere vun engem eenzege Wahlbezierk fir ganz Lëtzebuerg

Signatures	355
Doublons	9

Pétition publique 843 - Begrenzung der Aufbewahrungszeit von personenbezogenen Daten

Signatures	61
Doublons	4

Pétition publique 808 -Changer l'article 107 de la constitution (concerne tous les cimetières)

Ajouter à la fin de l'alinéa trois, un second paragraphe stipulant :

S'agissant des cimetières, les décisions concernant leur gestion ne seront prises qu'après concertation avec les concessionnaires du cimetière

Signatures	1075 (29 électroniques et 1046 sur papier)
Doublons	1

Pétition publique 829 - Le Bitcoin comme 2ème monnaie légale au Luxembourg

Signatures	115
Doublons	2

Pétition publique 831 - Offenlegung und Anpassung der Gemeindeausgaben an Transparenz gemäss dem 21. Jahrhundert.

Signatures 58

Doublons 2

*

Clôtures

Les auteurs des pétitions publiques reprises ci-après ne s'étant pas prononcés au sujet d'une poursuite éventuelle de l'instruction de leurs pétitions reclassées en pétitions ordinaires, la Commission décide que leur instruction est à considérer comme étant close.

Pétition publique 811 - Interdire l'utilisation d'animaux dans les cirques

Pétition publique 812 - Port du casque vélo pour jeunes cyclistes (enfants) obligatoire

Pétition publique 813 - Encourager la création d'entreprises par la mise en place d'une allocation pour aider financièrement les créateurs d'entreprise durant la première année de lancement d'une société

Pétition publique 814 - Pétition contre le projet de loi 7049 portant modification de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel

Pétition publique 818 - Pour que la participation au stage obligatoire pour automobilistes et motocyclistes à Colmar-Berg soit plus accessible

Pétition publique 819 - Pas d'alcool pour les conducteurs

Pétition publique 820 - Revalorisation congé extraordinaire pour une naissance d'un enfant légitime ou naturel reconnu de 2 jours à 10 jours

Pétition publique 822 - Änderung des Code de la Route - Erlaubnis für Motorradfahrer sich am Stau vorbeizuschlängeln - Gesetzesanpassung nach österreichischem Vorbild

Pétition publique 824 - D'Verréckele vum Datum vun den Noexame fir d'Ofschlossklassen am Enseignement Secondaire a Secondaire technique

Pétition publique 827 - Transport public gratuit pour les chômeurs

Pétition publique 832 - Begrenzung und Anpassung der Geschwindigkeit für Transportmittel über 3,5 Tonnen

Pétition publique 834 - Anstrengung um eventuell Kartell-Absprachen bei öffentlichen Angeboten entgegen zu wirken und Ausgaben zu reduzieren

Pétition publique 835 - Regroupement des fratries à l'école.

*

Demande de prise de position au Gouvernement

Pétition 870 - Pour des peines plus sévères en cas de travail clandestin

La Commission transmet la pétition sous rubrique au Gouvernement en vue d'une prise de position.

*

Prises de position

La Commission décide de transmettre aux pétitionnaires concernés les prises de position suivantes :

Pétition 736 – Projet SEBES

Réponse de la Ministre de l'Environnement du 2 octobre 2017 à la réplique du pétitionnaire ;

Pétition 815 - Pour le maintien de notre qualité de vie

Réponse de la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg du 27 juillet 2017 ;

Pétition 767 – Lëtzebuergesch als Flichtsprooch an de Kliniken

Prise de position en langue luxembourgeoise de la Ministre de la Santé du 13 octobre 2017.

*

Courriers des pétitionnaires

La Commission prend note des courriers suivants :

Pétition publique 867 - Pour la protection de l'enfant et de la dignité humaine et contre le projet de loi n° 6568A sur la PMA (procréation médicalement assistée avec le sperme d'un tiers donneur) et la GPA (gestation par une mère porteuse qui abandonne l'enfant à un commanditaire)

Lettre de l'Initiative Schutz fir d'Kand du 2 novembre 2017 relative à la date de la mise en ligne de la pétition publique.

Pétition publique 765 - Détournement dans la transposition de la directive 2011/24/UE à Luxembourg permettant une discrimination tarifaire pour les soins médicaux selon l'adhésion à la caisse de maladie

Courriel du pétitionnaire du 24 octobre 2017, suite au débat public du 19 octobre 2017.

4. **Divers**

Aucun point divers n'a été abordé.

Luxembourg, le 20 novembre 2017

Le Secrétaire-Administrateur,
Vera Haas-Gelejinsky

Le Président de la Commission des Pétitions,
Marco Schank